

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

30 mars 2006

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la citoyennisation préalable
dans le pays d'origine**

(déposée par M. Guido Tastenoye)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

30 maart 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de voorafgaande inburgering
in het land van herkomst**

(ingediend door de heer Guido Tastenhoye)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

MOT : Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

MOT : Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi s'inscrit dans le cadre global du problème de l'immigration et du programme proposé en la matière par le *Vlaams Belang*. Elle vise ainsi à modifier la législation existante en vue d'un durcissement et d'une réduction drastiques de l'immigration actuelle, même si le *Vlaams Belang* s'en tient toujours au principe qu'il convient de geler l'immigration afin de se donner le temps et la possibilité d'assimiler les conséquences de la politique d'immigration menée au cours des dernières décennies et éventuellement de faire marche arrière.

Aux Pays-Bas, la Deuxième Chambre des États généraux a adopté, fin 2005, la loi relative à la citoyennisation à l'étranger. Conformément à cette loi, les candidats à l'immigration doivent, avant leur départ pour les Pays-Bas, disposer d'une connaissance de base de la langue et de la société néerlandaises. Ils fourniront la preuve des connaissances requises en réussissant un examen de base de citoyennisation. Le coût de cet examen de citoyennisation, estimé à 350 euros par examen, sera facturé à l'étranger concerné. Le système entre en vigueur début mars 2006.

L'examen de base évaluera notamment la compréhension et l'expression orales de l'étranger. On le fera passer par le biais d'une liaison téléphonique directe avec un ordinateur. L'étranger démontrera ses connaissances linguistiques en réagissant de façon appropriée aux questions posées par l'ordinateur. Ses réponses seront numérisées et comparées par un programme de reconnaissance vocale spécialement conçu à cet effet avec le néerlandais parlé par des personnes dont le néerlandais est la langue maternelle. La partie de l'examen destinée à évaluer les connaissances de base de la société néerlandaise se déroule, elle aussi, en néerlandais. Les résultats des deux parties d'examen sont évalués par le système informatique en l'absence de toute intervention d'examineurs humains, l'appréciation étant ainsi uniforme et fiable.

L'étranger est parfaitement libre de choisir la manière dont il acquiert les connaissances fondamentales requises de la langue et de la société néerlandaises. Il s'agit d'une responsabilité individuelle de l'étranger et de la personne qui souhaite faire venir cet étranger aux Pays-Bas. Pour faire en sorte que le nouveau critère d'admission ne soit pas insurmontable, les connaissances requises sont fixées à un niveau tel qu'elles peuvent être acquises par des étrangers qui, quelle que

TOELICHTING

Onderhavig voorstel moet gezien worden in het kader van het gehele immigratievraagstuk en het gehele programma dat het Vlaams Belang terzake voorstelt. Zo grijpt dit voorstel in in de bestaande wetgeving en wil het aldaar een drastische verstrenging en vermindering van de huidige immigratie, maar dat neemt niet weg dat het Vlaams Belang principieel van oordeel blijft dat een immigratiestop moet worden toegepast die de tijd en de mogelijkheid zou creëren om de gevolgen van de immigratiepolitiek van de afgelopen decennia te verwerken en zo nodig terug te draaien.

In Nederland werd eind 2005 door de Tweede Kamer van de Staten-Generaal de wet inburgering in het buitenland goedgekeurd. Die wet houdt in dat kandidaat-migranten reeds voorafgaand aan hun afreis naar Nederland dienen te beschikken over kennis op basisniveau van de Nederlandse taal en van de Nederlandse samenleving. Zij zullen het bewijs van de vereiste kennis moeten leveren door te slagen voor een zogenaamd basisexamen inburgering. De kosten van het inburgeringsexamen worden geraamd op 350 euro per examen en zullen aan de betreffende vreemdeling worden doorberekend. Het systeem treedt begin maart 2006 in voege.

Met het basisexamen worden onder meer de luisteren spreekvaardigheid van de vreemdeling beoordeeld. Het examen zal worden afgenomen in een directe telefonische verbinding met een computer. De vreemdeling toont zijn taalvaardigheden door adequaat te reageren op de vragen die de computer hem stelt. Zijn antwoorden worden gedigitaliseerd en door een speciaal ontworpen spraakherkenner vergeleken met het Nederlands van personen die het Nederlands als moedertaal hebben. Het examenonderdeel aan de hand waarvan de basiskennis wordt getoetst van de Nederlandse samenleving, vindt eveneens plaats in het Nederlands. De resultaten van beide examenonderdelen worden door het computersysteem zonder tussenkomst van menselijke examinatoren en bijgevolg op een uniforme en betrouwbare manier beoordeeld.

De vreemdeling is geheel vrij in de wijze waarop hij de vereiste basiskennis van de Nederlandse taal en samenleving vergaart. Het gaat om een individuele verantwoordelijkheid van de vreemdeling en van de persoon die deze vreemdeling naar Nederland wenst te laten overkomen. Er wordt over gewaakt dat de nieuwe toelatingsvereiste geen onmogelijke opgave wordt door de vereiste kennis vast te stellen op een zodanig niveau dat zij kan worden verworven door vreemdelingen

soit leur formation, présentent une motivation suffisante pour se citoyenniser. La nouvelle condition d'admission permet donc de sélectionner des personnes qui peuvent et qui veulent s'investir dans leur propre citoyennisation.

Le principe sur lequel repose la loi néerlandaise est qu'on peut attendre des étrangers qui souhaitent s'établir de manière permanente aux Pays-Bas qu'ils se soient déjà préparés à leur arrivée aux Pays-Bas à l'étranger. Le processus d'intégration après cette arrivée sera de ce fait plus efficient et plus efficace et l'étranger sera mieux à même de se débrouiller directement après son arrivée sur le sol néerlandais. Le nouvel arrivant potentiel doit prendre ses responsabilités dans le processus d'intégration avant même de se rendre aux Pays-Bas.

La ministre néerlandaise aux Étrangers et à l'Intégration, Mme Verdonk, et le ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Bot, soulignent, à juste titre, dans l'exposé des motifs, qu'une immigration incessante, si l'intégration demeure en reste, peut entraîner des processus qui, à la longue, marginalisent certains groupes de la population, en ce sens qu'ils réduisent leur capacité de participer à la vie en société, amenuisant leurs chances de trouver du travail et entraînant une dépendance structurelle par rapport aux allocations de remplacement de revenus. À cet égard, ce sont surtout le regroupement familial et la constitution de familles qui posent problème. Une partie importante des immigrants qui se rendent aux Pays-Bas dans le cadre du regroupement familial ou de la constitution de familles présente en effet des caractéristiques défavorables à une intégration réussie dans la société néerlandaise. Aux Pays-Bas, près de la moitié des immigrants «familiaux» est ainsi originaire de Turquie et du Maroc. Les ministres Verdonk et Bot constatent que les situations socioéconomique et socioculturelle de ces candidats turcs et marocains au regroupement familial et à la constitution de familles correspondent davantage à celles de la première génération d'immigrants qu'à celle de la deuxième génération: «*Le phénomène récurrent de l'immigration consécutive dans le cadre du regroupement familial semble ainsi s'apparenter également à un phénomène récurrent d'accroissement permanent des groupes de minorités ethniques en position défavorisée*» (traduction). Les étrangers qui, avant même d'arriver aux Pays-Bas, ne parviennent pas à acquérir une connaissance de base de la langue et de la société néerlandaises rencontreront également de gros problèmes d'intégration aux Pays-Bas et ne sont dès lors plus autorisés à s'y établir. La réduction de l'afflux de migrants dont il était prévisible que leur intégration aux Pays-Bas demeurerait en reste allège quelque peu le problème de la citoyennisation.

die, ongeacht hun opleidingsachtergrond, voldoende motivatie aan de dag te leggen om in te burgeren. Daarmee selecteert de nieuwe toelatingsvereiste personen die kunnen en willen investeren in hun eigen inburgering.

Het uitgangspunt van de Nederlandse wet is dat van vreemdelingen die zich permanent in Nederland willen vestigen, mag verwacht worden dat zij zich reeds in het buitenland voorbereiden op hun komst naar Nederland. Daardoor zal het integratieproces na aankomst in Nederland efficiënter en effectiever verlopen en zal de vreemdeling zich direct na de aankomst in Nederland beter beredderen. De potentiële nieuwkomer dient zijn verantwoordelijkheid in het integratieproces reeds te nemen vóór zijn komst naar Nederland.

De Nederlandse ministers Verdonk voor Vreemdelingenzaken en Integratie en Bot van Buitenlandse Zaken wijzen er in de memorie van toelichting terecht op dat voortdurende immigratie bij achterblijvende integratie kan leiden tot processen die op den duur marginalisering van bepaalde bevolkingsgroepen tot gevolg hebben in de zin van een afnemend vermogen tot maatschappelijke participatie, gebrekkige kansen op de arbeidsmarkt en structurele afhankelijkheid van inkomensvervangende uitkeringen. Vooral de gezinshereniging en gezinsvorming vormen in dat opzicht een probleem. Een belangrijk deel van de migranten die in het kader van gezinshereniging of gezinsvorming naar Nederland komen, heeft immers kenmerken die ongunstig zijn voor een goede integratie in de Nederlandse samenleving. Zo is in Nederland bijna de helft van de gezinsmigranten afkomstig uit Turkije en Marokko. Verdonk en Bot stellen vast dat de sociaal-economische positie en sociaal-culturele positie van deze Turkse en Marokkaanse gezinsvormers en gezinsherenigers relatief dicht bij die van de eerste generatie migranten dan bij die van de tweede generatie: «*Daarmee lijkt het zichzelf repeterende verschijnsel van volgmigratie ook een zichzelf repeterend verschijnsel van permanente aanwas van groepen etnische minderheden met een achterstandspositie.*» Vreemdelingen die er reeds vóór hun komst naar Nederland niet in slagen zich een basiskennis van de Nederlandse taal en samenleving eigen te maken, zullen ook in Nederland grote problemen bij hun integratie ondervinden en krijgen daarom niet langer een toelating zich in Nederland te vestigen. De verlaging van de instroom van migranten van wie voorzienbaar is dat hun integratie in Nederland zal achterblijven, brengt een verlichting van het inburgeringsprobleem mee.

En Belgique également, la persistance d'une migration familiale à grande échelle fait peser une hypothèse non négligeable sur les chances d'intégration des nouveaux venus eux-mêmes, ainsi que sur celles de la population d'origine étrangère déjà sur place. Il ressort de différentes études que plus de 70% des jeunes Turcs et la moitié des jeunes Marocains trouvent un conjoint dans leur pays d'origine¹. Ce «carrousel» au regroupement familial impose de recommencer chaque fois tout le processus d'intégration. Étant donné qu'un des époux au moins ne maîtrise pas la langue de la région, la langue du pays d'origine redevient la langue véhiculaire au sein du nouveau ménage. Les enfants issus d'un tel mariage présentent inévitablement des lacunes dans la connaissance de la langue et accusent un retard scolaire. Bien qu'un de leurs parents soit né en Belgique, ces enfants sont en fait des étrangers de la deuxième génération. La sociologue néerlandaise Erna Hooghiemstra, auteur de «*Trouwen over de grens*», parle de «première génération et demie»: «*Les enfants dont l'un des parents n'est arrivé en Europe qu'à l'âge adulte ne relèvent pas de la troisième ni la deuxième génération, mais de la première génération et demie*»².

En imposant des conditions de citoyennisation dès avant l'arrivée de l'étranger en Belgique, on évite la venue de migrants dont il est pratiquement certain qu'ils ne feront aucun effort d'adaptation. Cette mesure augmentera en outre les chances d'intégration des autres étrangers.

La présente proposition de résolution vise à créer une sorte de filtre au sein du système actuel de regroupement familial et de constitution de famille, en s'inspirant du modèle néerlandais. L'objectif est de refuser le droit de séjour aux conjoints migrants dont on constate dès le départ qu'ils ne s'intégreront pas dans notre société, afin d'éviter une série de problèmes graves de déstabilisation de notre société. Il convient par ailleurs d'opérer un changement de cap plus fondamental en matière de migration familiale. Le *Vlaams Belang* persiste à croire que la migration matrimoniale doit être limitée, en principe, au regroupement familial au sens strict, c'est-à-dire à la réunion d'un étranger séjournant légalement en Belgique et de la personne avec laquelle il formait déjà un ménage avant de s'établir en Belgique – tout cela moyennant le respect de conditions très strictes. En revanche, la constitution de famille, dans laquelle le lien familial ne naît qu'après l'immigration de la personne

Ook in België legt de aanhoudende grootschalige gezinsmigratie een niet te onderschatten hypotheek op de integratiekansen van de nieuwkomers zelf én van de reeds aanwezige bevolking van vreemde afkomst. Uit diverse studies blijkt dat meer dan 70% van de Turkse jongeren en de helft van de Marokkaanse jongeren zijn of haar huwelijkspartner uit het land van herkomst haalt¹. Die gezinsherenigingscarrousel leidt ertoe dat het integratieproces steeds opnieuw van voren af aan moet beginnen. Doordat tenminste een van de echtgenoten de streektaal niet machtig is, wordt binnen het nieuwe gezin opnieuw de taal van het land van herkomst gebruikt. De kinderen die uit een dergelijk huwelijk voortspruiten, lopen daardoor onvermijdelijk een taal- en leerachterstand op. Ondanks het feit dat een van hun ouders hier geboren is, zijn het in feite opnieuw tweede-generatievreemdelingen. De Nederlandse sociologe Erna Hooghiemstra, auteur van «*Trouwen over de grens*» heeft het over de «generatie anderhalf»: «*Kinderen van wie een van de ouders pas op volwassen leeftijd naar Europa is gekomen, zijn niet de derde, noch de tweede generatie, maar de generatie anderhalf*»².

Door reeds voorafgaand aan de komst van de vreemdeling naar België, inburgeringsvereisten te stellen, wordt vermeden dat migranten waarvan met een aan zekerheid grenzende waarschijnlijkheid kan gezegd worden dat zij zich geen inspanningen zullen getroosten om zich aan te passen, naar hier komen. Bovendien zal de maatregel een positief effect sorteren op de integratiekansen van de overige vreemdelingen.

Het onderhavige voorstel van resolutie strekt ertoe om, naar Nederlands voorbeeld, binnen het bestaande stelsel van gezinshereniging en gezinsvorming, als het ware een filter in te bouwen waardoor volgmigranten waarvan bij voorbaat vaststaat dat zij zich niet in onze samenleving zullen integreren, een verblijfsrecht in België te ontzeggen, teneinde een reeks ernstige en ontwrichtende maatschappelijke problemen te voorkomen. Tegelijkertijd moet onverkort worden gestreefd naar een meer fundamentele koerswijziging inzake gezinsmigratie. Het Vlaams Belang blijft van mening dat huwelijksmigratie in beginsel moet worden beperkt tot gezinshereniging *sensu stricto*, dit wil zeggen de hereniging van een legaal in België verblijvende vreemdeling met zijn of haar echtgenoot of echtgenote waarmee die vreemdeling reeds vóór zijn aankomst in België een gezin vormde, en dit onder zeer strikte voorwaarden. Gezinsvorming, waarbij de gezinsband pas is ontstaan

¹ Voir notamment «*Liefde op maat*», de Carolien Bouw et Leen Sterckx (2005).

² *De Standaard*, 5 juin 2004.

¹ Zie onder meer «*Liefde op maat*» van Carolien Bouw en Leen Sterckx (2005).

² *De Standaard*, 5 juni 2004.

que le conjoint migrant souhaite rejoindre, constitue un contournement inadmissible du gel de l'immigration et une des filières d'alimentation et de pérennisation de l'immigration à grande échelle. Pour un exposé plus approfondi des principes développés par le *Vlaams Belang* en matière de migration familiale, nous renvoyons à la proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les conditions relatives au regroupement familial (DOC 51 1529/001), qui a été déposée le 22 décembre 2004 à la Chambre des représentants par Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Jan Mortelmans, Bert Schoofs, Guido Tastenhoye et Francis Van den Eynde (DOC 51 1529/001).

na immigratie van de persoon bij wie de volgmigrant zich wenst te voegen, is daarentegen een ontoelaatbare omzeiling van de immigratiestop en een van de kanalen die bijdragen tot de bestendiging van de groot-schalige immigratie. Voor de uitwerking van de principes van het Vlaams Belang inzake gezinsmigratie kan verwezen worden naar het op 22 december 2004 door Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Jan Mortelmans, Bert Schoofs, Guido Tastenhoye en Francis Van den Eynde in de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediende wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat de voorwaarden voor gezinshereniging betreft (DOC 51 1529/001).

Guido TASTENHOYE (Vlaams Belang)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de déposer à la Chambre, avant le 1^{er} septembre 2006, par analogie avec la loi néerlandaise relative à la citoyennisation à l'étranger, une proposition de loi visant à n'accepter que les étrangers qui, préalablement à leur arrivée en Belgique, disposent d'une connaissance de base de notre société, ainsi que de la langue ou des langues de la région linguistique dont fait partie la commune où l'étranger aura sa résidence principale après son arrivée;

2. d'instituer, avant le 1^{er} mai 2006, une commission d'experts, comptant des représentants des Communautés, qui fixera le contenu du test de citoyennisation au moyen duquel on vérifiera si l'étranger dispose de la connaissance de base requise de la langue et de la société;

3. de prévoir comme principe que tous les frais d'organisation du test de citoyennisation à présenter à l'étranger devront être supportés par le candidat à l'immigration lui-même.

23 mars 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS VRAAGT AAN DE FEDERALE REGERING:

1. vóór 1 september 2006, naar analogie van de Nederlandse wet inburgering in het buitenland, een wetsontwerp in de Kamer in te dienen dat ertoe strekt slechts vreemdelingen toe te laten die, voorafgaand aan hun komst naar België, beschikken over een basiskennis van onze samenleving, alsook over een basiskennis van de taal of een van de talen van het taalgebied waartoe de gemeente behoort waarin de vreemdeling na zijn aankomst zijn hoofdverblijf zal hebben;

2. vóór 1 mei 2006 een commissie van deskundigen op te richten, waarin de Gemeenschappen zijn vertegenwoordigd, die de inhoud zal vastleggen van de inburgeringstoets aan de hand waarvan zal worden nagegaan of de vreemdeling beschikt over de vereiste basiskennis van taal en samenleving;

3. het principe te hanteren dat alle kosten verbonden aan de organisatie van de in het buitenland af te leggen inburgeringstoets door de kandidaat-migrant zelf moeten worden gedragen.

23 maart 2006

Guido TASTENHOYE (Vlaams Belang)